



## Lettre ouverte

Aux membres du Haut Conseil des Biotechnologies.

### **HCB, prenons nos responsabilités !**

Chers membres du Haut Conseil des Biotechnologie,

Depuis la création du Haut Conseil des Biotechnologie, nous participons ensemble à une instance de démocratie participative. Nous avons au sein des Amis de la Terre rempli ce rôle avec sérieux, lu les textes, donné nos avis en les argumentant. Car pour nous la démocratie participative signifie être acteurs de la société, et non se satisfaire d'être assis à la table de ceux qui se pensent « les décideurs » !

**Le HCB transformé dans ce nouveau mandat en cellule d'enregistrement de décisions prises en amont, poussées par les lobbies de l'industrie semencière, nous a confisqué ce rôle.** Après de nombreuses tentatives pour rétablir de la transparence, de la justice, de l'écoute et du contradictoire nous avons suspendu notre participation/démissionnés. En effet, dès la reprise des travaux en 2014 la démocratie participative a été mise à mal, et le dossier sur les nouvelles techniques nous a montré en ce début d'année 2016 que notre participation ne permettait plus de nous faire entendre. Du fait de la **dilution de nos arguments sur l'éthique, la politique et la démocratie**, nous avons **l'impression de servir de caution** à un débat qui ne s'est pas engagé et qui malgré tout a été tranché. **Nous nous sentons manipulé.**

Manipulé, tout comme l'est également le législateur face à une masse de textes disant tout et son contraire. Ces documents que nous élaborons ensemble, qui devraient refléter la société civile dans sa diversité, servent de base à la fabrication d'une solution consensuelle. Or, le consensus est impossible, le choix qui va être fait sur les nouvelles techniques va trancher pour ou contre un nouveau modèle sociétal. **Comment, quand la question est si mal formulée par les instances censées conseiller, faire entendre notre position sur la coexistence impossible et la nécessité de qualifier les nouvelles techniques comme des OGM pour que les lois s'appliquent (évaluation, traçabilité et surtout possible interdiction avec l'application du principe de précaution) ?**

La considération éthique des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et culturels aurait dû être centrale ! Considérer à la marge le changement de société que l'introduction de ces objets techniques soulève nous propulse dans une société du subir, c'est un choix irresponsable auquel nous refusons de nous associer ! Car si nous nous sommes battus pour que soit constitué le HCB c'est bien pour AGIR ! **Et pour vous qu'en est-il ?**

**Bientôt, se déroulera l'assemblée plénière du HCB**, après une année tumultueuse, vous allez devoir voter le **rapport d'activité**. Sa lecture nous a laissé amer. Nous ne nous retrouvons pas dans ce qui y est décrit, pire nous percevons qu'il **renforce l'illusion** de l'application des principes sur lesquels « le HCB » s'est largement assis durant l'année !

**L'art de raconter des histoires permet d'endormir, toutefois il est temps de penser au réveil, le vote de ce rapport rend chacun responsable de ce qui disparaît entre les lignes. C'est pourquoi nous vous invitons à voter « en conscience » ce rapport d'activité et à dénoncer la manipulation des faits auquel il participe.**

## **Pourquoi ce rapport ne peut pas être voté ?**

### **1 – Pour manquement au principe de transparence et de contradictoire :**

Ainsi, les débats internes sont occultés. Les oppositions, les positions défavorables, les blocages, les controverses n'apparaissent pas. Le HCB ne consiste pas à l'enregistrement de multiples dossiers mais bien à garantir un traitement sérieux dont l'issu est de rendre compte de ce qui fait débat, de l'état des désaccords ou controverses et de ce qui n'est pas consensuel ! Ce **lissage** nous semble **inacceptable** !

**Exemple de l'avis rendu sur les œilletts transgéniques le 10 Septembre 2015**, page 35 du document, personne ne peut savoir que les Amis de la Terre ont voté contre soulignant l'impact social et économique de ces cultures pour la population Colombienne.

Autre exemple **le CEES n'a pas pu s'auto-saisir**. Lors de la **séance du 27 Mars 2015**, les membres du CEES demandent à s'auto-saisir sur la question des variétés tolérantes aux Herbicides, les VTH, elles sont misent en lien direct avec les nouvelles techniques, précisant qu'il s'agit pour certain membres de VRTH Variétés Rendues Tolérantes aux Herbicides. 18 membres sont pour une auto-saisine, 6 pensent qu'il est suffisant de manifester un mécontentement. L'auto-saisine n'aura pas lieu. Le bureau du HCB s'y oppose !

### **2 – Pour non représentations de la diversité des positions présentent au sein du HCB ?**

Sur 46 interventions à l'extérieur, nous n'avons jamais été invités à nous exprimer. Certains sont-ils plus légitimes que d'autres à prendre la parole ?

### **3 – Pour absence d'éthique dans le débat sur l'éthique :**

**Ainsi**, les membres du groupe de travail sur l'éthique ont été invités à travailler en tant qu'individu, alors que nous sommes nommés pour représenter la position de nos organisations ! Rien ne rend compte de ce dysfonctionnement. Une telle **réécriture du débat sur l'éthique**, est ainsi bien loin du sujet dont il prétend s'occuper !

### **4 – Pour vouloir mettre des experts à la place de la société civile.**

De **l'analyse socio-économique produit par** la cellule d'Appui à l'analyse socio économique (CAASE), à la cellule de cadrage, au petit cercle, les manipulations internes illustrées dans le « **toiletage du règlement intérieur** » mettent **fin à la participation de la société civile, et amorce la manipulation des opinions par des « experts » qui eux seraient « objectifs »**.

### **5 – Pour rendre inaudible les arguments certaines organisations :**

**La multiplication des groupes de travail et l'apparition de groupe de travail mixte** a eu pour conséquences la dilution de nos arguments dans les synthèses finales. Nous avons **alerté sur cette dérive au sein du HCB et des ministères, ici rien n'en rend compte, nous restons muselés**.

**Dans ce texte rien ne fait état des multiples dysfonctionnements qui ont rythmé cette année, dans les faits, aucun avis divergeant n'est publié à cet heure. Ces dysfonctionnements nous ont empêchés de remplir la mission que nous a confiée le gouvernement ! Vous pouvez aujourd'hui refuser d'être complice d'un HCB et d'un gouvernement qui ensemble ne prennent pas en compte l'avis de la société civile et appliquent les volontés des entreprises semencières !**